

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr. : GENERAL

E/ECA/TPCW.4/3

8 février 1983

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE
Quatrième réunion du Comité technique
préparatoire plénier
Addis-Abéba (Ethiopie), 14-22 avril 1983
Point 8 c) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET DE CREATION
D'UN CENTRE REGIONAL AFRICAIN POUR L'ENERGIE SOLAIRE

Résumé*

* Le présent résumé constitue le document principal pour l'examen de ce point de l'ordre du jour.

I. INTRODUCTION

1. A l'issue de la cinquième Conférence des ministres de la CEA tenue à Rabat en mars 1979, l'Acte constitutif créant le Centre régional africain de l'énergie solaire fût approuvé.
2. Les objectifs dudit Centre sont les suivants :
 - a) Encourager les gouvernements africains à inclure dans leurs plans de développement, à titre prioritaire, des projets d'exploitation et d'utilisation de sources d'énergie renouvelable en général et d'énergies solaire, éolienne et biométhanique en particulier;
 - b) Encourager l'introduction de l'étude de l'utilisation de nouvelles formes d'énergie dans les programmes scolaires et universitaires et renforcer la recherche sur l'énergie solaire et ses dérivés, l'expérimentation et les applications de cette énergie;
 - c) Aider les Etats membres à effectuer de la recherche fondamentale sur l'énergie solaire, renforcer les centres existants ou promouvoir la création de nouveaux centres et effectuer de la recherche appliquée et mettre au point des produits, selon que de besoin, et procéder à l'essai des produits, des systèmes ou des appareils du point de vue des résultats, de l'adaptabilité et de la fiabilité;
 - d) Promouvoir la coopération multinationale en ce qui concerne les utilisations pratiques de l'énergie solaire et des autres sources d'énergie renouvelable;
 - e) Encourager la création des nouveaux centres nationaux nécessaires et établir des centres sous-régionaux à des fins de liaison et de coordination pour la recherche-développement dans le domaine de l'utilisation de l'énergie solaire;
 - f) Encourager la fabrication locale de matériel faisant appel à l'énergie solaire et les industries locales dans les domaines de technologie solaire de manière à réduire le coût du matériel utilisant l'énergie solaire en Afrique;
 - g) Prendre toutes les mesures possibles susceptibles d'améliorer les conditions dans lesquelles s'effectue la recherche et améliorer les conditions de travail des chercheurs en donnant des prix;

h) Oeuvrer en vue de la création d'une banque de données sur l'énergie solaire et ses dérivés;

i) Faire prendre conscience aux Etats membres de la région des sources, des utilisations et des avantages de l'énergie solaire au moyen de démonstration, de séminaires, de journées d'études, de réunions, de foires commerciales, d'expositions de matériels et de films;

j) Diffuser les résultats d'études sur l'énergie solaire coordonnées dans la région ou ailleurs dans le monde;

k) Prendre toutes autres mesures liées directement ou indirectement aux fonctions du Centre ou pouvant encourager la réalisation des objectifs du Centre;

l) Veiller à ce que les résultats des recherches soient la propriété commune des Etats membres.

3. Dans le Plan d'action arrêté par les chefs d'Etat et de gouvernement à Lagos en avril 1980 et spécialement dans le secteur énergie (énergies nouvelles et renouvelables), il avait été recommandé la création immédiate du Centre régional de l'énergie solaire.

4. A partir de juillet 1979 jusqu'en septembre 1982, 18 pays sont devenus membres du Centre. Il s'agit de : la Haute-Volta, du Niger, de l'Egypte, du Burundi, de la Côte d'Ivoire, de la Sierra Leone, de Djibouti, du Zaïre, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, de l'Angola, du Soudan, du Mali, du Nigéria, de l'Ouganda, de la Libye, du Gabon et de la Zambie.

II. SITUATION ACTUELLE

5. Du 12 au 14 mai 1982, s'est tenue à Addis-Abeba la réunion inaugurale du Conseil. La réunion avait pour but, la déclaration officielle de la création du Centre et du Conseil du Centre ainsi que l'examen d'autres points importants, à savoir :

a) le choix du siège;

b) les contributions annuelles et spéciales que devront verser les Etats membres du Centre;

c) le programme de travail du Centre, etc..

S'agissant du choix du siège, ce point n'ayant pas pu trouver de réponse, il a été renvoyé à une réunion extraordinaire du Conseil.

6. Du 10 au 12 janvier 1983, s'est déroulée à Addis-Abeba la réunion extraordinaire précédée par la réunion inaugurale du Comité exécutif. Parmi les points examinés par le Comité exécutif figuraient, entre autres, le programme de travail et le budget du Centre. Le programme de travail a été réparti en 5 phases d'activités (janvier 1983 jusqu'en décembre 1985). Le Conseil a toutefois approuvé le budget pour les premières deux phases prévues pour l'exercice 1983. Ces deux premières phases seront consacrées uniquement au recrutement du personnel et à l'élaboration des études de conception pour les bâtiments administratifs, des laboratoires, des ateliers et les spécifications techniques des équipements. Les dépenses de ces deux phases s'élèvent à 1 563 050 dollars des Etats-Unis, tandis que l'enveloppe globale pour tout l'ensemble des activités (jusqu'en décembre 1985) est de l'ordre de 10 246 450 dollars des Etats-Unis.

III. POSITION DU PROBLEME

7. Concernant le choix du siège, quatre pays se sont portés candidats pour abriter le Centre. Il s'agit du Burundi, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Soudan et de Djibouti. Au cours de la réunion extraordinaire du Conseil tenue à Addis-Abeba en janvier 1983, aucun consensus ne s'étant dégagé et après que Djibouti ait retiré dans un premier temps sa candidature, le Conseil a pris les décisions suivantes :

a) Les trois pays candidats, à savoir le Burundi, la Libye et le Soudan devraient continuer à se consulter au plus haut niveau afin de débloquer l'impasse concernant le choix du pays devant abriter le siège du Centre;

b) Le Secrétaire exécutif de la CEA apportera son assistance aux trois Etats membres dans leurs consultations;

c) Les trois Etats membres (Burundi, Libye et Soudan) devront, dans un délai de trois mois, communiquer les résultats de leurs consultations au secrétariat de la CEA qui, en consultation avec le Président de la réunion extraordinaire du Conseil, prendra les dispositions nécessaires pour la tenue d'une autre réunion du Conseil afin d'arrêter les résultats de ces consultations et de résoudre le problème du choix du siège du Centre;

d) En cas d'échec, le Conseil n'aura d'autre alternative que de résoudre ce problème en acceptant d'autres candidatures et en procédant à un vote pour le choix du pays hôte.

8. Jusqu'au 31 décembre 1982, il a été constaté qu'aucun Etat n'avait versé sa contribution.

9. En vue d'assurer un fonctionnement satisfaisant du Centre régional africain de l'énergie solaire, le Conseil a lancé un appel à tous les Etats membres de la CEA et de l'OUA afin qu'ils signent l'Acte constitutif du Centre. Il a été demandé au Secrétaire exécutif de la CEA de saisir tous les Etats non encore membres du Centre en leur expliquant la nécessité pour eux de devenir membres du Centre.